

formuler simplement des critiques. Le Crédit social propose une solution efficace: donnons suffisamment de pouvoir d'achat aux Canadiens pour pouvoir écouler la production, et je fais confiance à l'industrie canadienne pour fournir cette production.

• (2140)

M. Florian Côté (Richelieu): Monsieur le président, cette journée a fait ressortir toutes les faiblesses du gouvernement actuel à la suite d'une motion déposée hier. Je n'en ai pris connaissance qu'à midi et j'ai constaté qu'elle blâmait le gouvernement de n'avoir pu faire face à ses responsabilités depuis quatre ans. Au fait, on dit que l'argent mis à la disposition de l'industrie, en vue de combattre les disparités régionales, n'a pas réussi à régler le problème du chômage.

Je reconnais les difficultés auxquelles se heurte tout pays qui, pour évoluer, doit faire face à des problèmes semblables à ceux que connaît le Canada. Mais le ministre des Approvisionnements et Services (M. Richardson) a fait état des efforts que le gouvernement canadien a déployés dans le domaine de l'emploi et, sur ce point, nous ne le cédonons en rien aux autres pays. Nous avons fait de nobles efforts, même s'il reste encore du chemin à parcourir. Au fait, si ce n'eût été du gouvernement actuel, le taux de chômage de 6 p. 100—que certains se plaisent à porter jusqu'à 7 et 9 p. 100—serait peut-être de 10 ou 15 p. 100, comme dans d'autres pays.

Si l'on considère certaines formules suggérées aujourd'hui par ceux qui ont proposé la motion, je n'y vois pas, si j'ai bien compris, de solutions réelles; on s'est plutôt contenté de blâmer les prises de position du gouvernement.

On a blâmé l'industrie, qui n'aurait pas suffisamment prospéré au Canada. Mais l'industrie—et cela est normal—est un peu comme l'être humain: elle naît, elle peut être malade et elle peut mourir. Qu'est-ce que l'État fait pour parer à cette difficulté? Il établit des programmes et essaie d'établir des industries dans des régions moins favorisées, en vue d'y retenir ceux qui songent à se trouver des emplois sans toutefois s'éloigner trop de leur milieu.

On essaie donc de créer certaines nouvelles industries. Au fait, je n'ai pas entendu un député de l'opposition critiquer cette politique du ministère de l'Expansion économique régionale ni n'ai-je eu connaissance que quiconque ait refusé les subventions qui ont été accordées, en disant: Je refuse ces subventions, car elles ne sont pas avantageuses pour ma région. Les députés de l'opposition savaient aussi qu'il était impossible à l'État de combler tout ce qu'il voulait combler, et qu'il resterait une petite place pour la critique.

J'ai été un peu peiné d'entendre le député de Kent-Essex (M. Danforth), pour qui j'ai beaucoup d'estime, commencer son discours en disant qu'il était fatigué d'entendre les représentants du gouvernement actuel répéter ce que le gouvernement avait fait. Il est malheureux qu'il soit fatigué, monsieur le président. Je voudrais qu'il se repose afin de nous revenir en forme après les prochaines élections qui auront certainement lieu d'ici un an. Je souhaite qu'il ne soit pas trop fatigué pour succomber pendant la période électorale, parce que j'ai de l'estime pour lui. S'il revenait, il pourrait peut-être nous aider.

Il a parlé, dans son discours, de la faiblesse de la politique agricole et du programme relatif aux investissements industriels. Or, j'ai remarqué, aux séances du comité de l'agriculture, auxquelles j'ai participé le plus souvent possible, qu'une partie des industries du Canada ne sont pas

aussi prospères que je le voudrais, mais qu'elles avaient fait des progrès énormes, malgré les épreuves très difficiles que l'agriculture, partout dans le monde, a dû subir. On peut être fiers, comme Canadiens, d'avoir une industrie agricole qui a survécu un peu mieux qu'ailleurs.

Mais pour faire en sorte que cette industrie soit encore plus prospère, on a adopté de vraies bonnes lois et l'on a prévu la création d'offices de mise en marché. Même si mes collègues du parti Crédit social du Canada ont refusé le projet de loi dès le départ, plus tard ils ont été obligés de l'accepter, parce que les cultivateurs ont exercé des pressions pour qu'il soit adopté le plus rapidement possible. Il a fallu au moins un an pour que le bill soit adopté. On aurait peut-être alors pu éviter à cette industrie certaines difficultés, l'aider à faire une mise en marché des produits plus efficace, à donner aux cultivateurs un plus grand pouvoir d'achat, comme disent mes collègues du Crédit social. On voulait l'accorder, mais cela n'a pas toujours été facile parce que la politique du gouvernement actuel était mal comprise par l'opposition. Je ne les blâme pas, car le pouvoir d'assimilation ou de compréhension des choses n'est pas donné à tout le monde. Tout de même, si l'on avait obtenu plus de collaboration, les députés se plaindraient probablement moins à la Chambre et nos électeurs seraient peut-être encore plus fiers de nous. Je reconnais toutes ces faiblesses.

Monsieur le président, j'ai un peu tendance à parler du Crédit social, et ce n'est pas parce que les autres partis sont plus brillants, car ils n'ont pas reconnu les efforts du gouvernement. Le chef du parti Crédit social du Canada (M. Caouette) n'a même pas traité de la motion. Il s'est plutôt promené entre la Banque du Canada et sa philosophie, et a terminé son discours en nous demandant—même si le député de Lotbinière (M. Fortin) prétend qu'on passe son temps à jouer, à la Chambre,—de jouer au «créditisme». Cela serait impardonnable!

Il ne faut pas, à mon avis, mal interpréter les chiffres si l'on veut en arriver à des conclusions exactes. Je crains que les députés, à qui j'avais déjà demandé de me remettre des statistiques, ne les interprètent mal. J'y voyais deux interprétations possibles. Soit qu'on ne comprenne pas bien ces chiffres, soit qu'on ne sache pas lire plus loin. Je ne m'étais pas trompé. Tout cela a «rebondi» au comité de l'agriculture, où j'ai travaillé énormément, de même qu'au comité des finances, du commerce et des questions économiques.

Après avoir traité de l'agriculture, je parlerai maintenant des subventions, au cours des quelques minutes à ma disposition.

Ma circonscription a bénéficié de nos programmes, quoiqu'on ne puisse dire qu'elle en a bénéficié plus que les autres circonscriptions du pays. J'ai été un peu peiné d'entendre aujourd'hui l'honorable député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) reprocher au gouvernement d'avoir investi plusieurs millions de dollars dans l'Est du Canada, alors qu'il ne l'a pas fait dans l'Ouest.

Monsieur le président, chaque fois qu'un comité siège ou que la Chambre discute d'un projet de loi, on a l'occasion d'aider une région ou l'autre du pays. J'ai fait l'impossible, le printemps dernier, pour inciter la Chambre à adopter aussi rapidement que possible les crédits de 65 millions de dollars qu'on voulait accorder en subventions aux provinces de l'Ouest, car j'étais convaincu que l'Ouest en avait besoin plus que les autres régions. Mais dès que l'Est obtient des subventions, il y a toujours une épée de Damoclès au-dessus de notre tête, ce qui est déplorable.